

See discussions, stats, and author profiles for this publication at: <https://www.researchgate.net/publication/320865963>

Mobilité géographique et développement local au Portugal

Conference Paper · August 2006

CITATIONS
0

READS
11

2 authors, including:



Maria Ortelinda Barros Gonçalves
University of Porto
22 PUBLICATIONS 2 CITATIONS

SEE PROFILE

Some of the authors of this publication are also working on these related projects:



Portuguese Emigrant Entrepreneurship in London, Andorra, Nice and Monaco [View project](#)



Create new project "População" [View project](#)

Mobilité géographique et développement local au Portugal

Maria P. RAMOS, Maria B. GONÇALVES

Université de Porto

Objectifs

- Analyser les impacts démographiques et socio-économiques du retour des émigrés dans la région de Barroso, une région de montagne et de forêt du Nord intérieur du Portugal et l'une des plus atteintes par les migrations internes et externes ;
- Caractériser les profils (sociodémographique, niveaux éducationnel et économique...) des émigrés, leur parcours géographique et professionnel et les impacts de l'émigration et du retour sur leurs conditions de vie et de travail ;
- Étudier la mobilité géographique de la population (émigration et retour) comme facteur d'innovation et de revitalisation des territoires, du marché du travail et du développement local ;
- Indiquer les potentialités pour le développement régional du retour des émigrés dans une des régions du Portugal parmi les plus pauvres et désertifiées de l'Union Européenne.

Données et méthodes

- Exploitation des données statistiques, notamment de l'INE (Recensement de la Population et Recensement Agricole) et du Secrétariat d'État à l'Émigration.
- Utilisation des résultats des enquêtes réalisées sur les émigrés de retour dans la région de Barroso.

Résumé

Cette communication a pour objet d'étude la relation entre émigration, retour et développement local.

La forte émigration enregistrée dans la commune (concelho) de Boticas (région de Barroso dans le Nord du Portugal), essentiellement à partir des années soixante, a retiré le facteur productif le plus important, à savoir les personnes dépourvues des conditions minimales de survie, provoquant ainsi le vieillissement du tissu démographique et supprimant les potentialités de développement de la région.

Le retour des émigrés a concerné essentiellement la première génération et la population à l'âge de la retraite. Ce phénomène a un certain impact sur la consommation, l'acquisition de logement, les habitudes alimentaires et vestimentaires, les relations personnelles et sociales, etc. Que ce soit par l'envoi de l'argent, par les déséquilibres dans la pyramide des âges ou par l'importation de nouvelles idées, l'émigration constitue un facteur de changement social dans les sociétés d'accueil. Cependant, en l'absence d'un fort esprit d'entreprise et de goût pour le risque et l'innovation chez les émigrés de retour, il n'est guère très favorable au développement local.

Une politique de retour insérée dans une politique de développement régional qui favorise l'intégration de l'émigré dans l'économie locale apparaît nécessaire. Il est également essentiel de renforcer le système productif local, en augmentant et en diversifiant la production, en utilisant les ressources naturelles et en valorisant le patrimoine culturel de la région. Enfin, il faut développer les politiques sociales de formation et d'emploi, améliorer le fonctionnement des structures locales, notamment du marché du travail, et les conditions de vie de la population.

1. Introduction au développement local et rural

La commune (Concelho) de Boticas¹, dans la région de Barroso, est une zone de l'intérieur nord de Portugal, où prédominent les activités avec un bas niveau de productivité et de revenu, caractérisée par un sous-emploi chronique, une main-d'œuvre peu qualifiée et une population vieillie à cause essentiellement de la forte émigration des années 1960 et début 1970. L'organisation agricole traditionnelle et le vieillissement des actifs ont contribué à sa stagnation.

La région de Barroso présente un environnement et des paysages de bonne qualité auxquels, entre autres, sont associées de nombreuses opportunités à exploiter, en retenant la population locale, en trouvant un équilibre entre développement et préservation, et en contribuant à l'éradication de la pauvreté. En partant de la prémisse selon laquelle le facteur humain est l'objet et le sujet du progrès, on a réalisé une enquête auprès de cent émigrants revenus dans la région de Barroso afin d'évaluer les potentialités pour le développement local du retour des émigrants, par l'étude de la mobilité géographique comme facteur d'innovation et de revitalisation régionale.

La notion de développement local n'est pas articulée à un corps théorique solide et stable. Cette notion figure au cœur d'un nombre croissant d'études (Benko, 2001 ; Greffe, 2002 ; OCDE, 2005b ; Pecqueur, 2000) et elle intègre plusieurs définitions et dimensions – spatiales, économiques, sociales, culturelles et politiques. La notion de développement local comporte une dimension endogène qui insiste sur la mobilisation et la valorisation productive des ressources et des énergies sur un espace.

Selon Xavier Greffe (2005) le développement local est un ensemble d'actions économiques et sociales en vue d'améliorer l'activité économique et l'emploi dans un territoire spécifique en mobilisant les principaux acteurs (acteurs locaux, mais aussi acteurs et programmes au niveau national) et en coordonnant des acteurs et des actions. Les frontières territoriales peuvent varier et ne pas coïncider avec les limites administratives. Le développement local est le résultat du croisement de trois conditions essentielles pour ce processus : capacité réactive et compétitive d'un territoire et capacité à développer de nouvelles activités ; marchés du travail efficaces ; création d'une économie basée sur la solidarité et consolidation de niveaux élevés de capital social.

Selon les critères de l'OCDE, on peut considérer comme « ruraux » les territoires ayant une densité inférieure à 150 hab./km² et « ruraux profonds », ceux en ayant moins de 25 hab./km². La notion de « rural » est utilisée pour désigner « des parties du territoire national qui se caractérisent par un nombre d'habitants ou une densité relativement faible, ou encore par d'autres particularités socio-économiques » (Medeiros, 1996: 288).

Les zones arriérées de l'UE se caractérisent par un faible niveau de richesse, et par définition, le revenu per capita y est inférieur à 75% de la moyenne correspondante de l'Union Européenne. La région de Barroso fait partie de la région Nord du Portugal, une des plus pauvres de l'UE. En 2003, selon les données de l'Eurostat, le produit per capita de la région Nord (à parité du pouvoir d'achat) représente seulement 57,4% de la moyenne de l'UE (15 pays), à cause de la perte de dynamisme des secteurs traditionnels.

En tenant compte de la définition de la pauvreté de Peter Townsend (1975), on peut estimer que la plupart des populations rurales des zones défavorisées disposent de ressources qui se situent au-dessous de celles d'un individu moyen et que ces populations sont donc « exclues des paradigmes normaux de vie, de coutumes et d'activités » (*ibidem* : 31). Cela

¹ Avec une superficie de 322 km² et une population de 6417 habitants, elle présente une densité de 19,2 habitants/km² (INE, 2001).

résulte, en partie, des orientations de la politique économique et sociale dont les régions rurales n'ont pas suffisamment bénéficiées et cette situation se prolonge.

Le pari dans le développement rural passe par la formation élémentaire et professionnelle, par la lutte contre l'exclusion sociale, par le désenchaînement de processus qui permettent l'amélioration des rendements familiaux et la création de solutions alternatives d'emploi. Celles-ci sont la voie pour un développement intégré qui permette en même temps la rentabilisation des ressources endogènes - naturelles et humaines - à travers des appuis techniques et financiers exogènes.

Selon António Covas (2003 : 30), « la diversité des agricultures, la multifonctionnalité de prestations et la diversification des activités constituent le triangle magique du développement en milieu rural. Dans l'ensemble, ils déterminent l'apparition de la pluriactivité et du pluri-rendement, en créant de nouvelles opportunités d'affaires et de nouveaux agents de développement ».

Au-delà de la multifonctionnalité de la prestation de services, il doit y avoir des pôles qui incitent la population à se fixer et qui se transforment en des centres d'organisation de l'espace et de création de nouvelles stratégies et d'une diversité à base économique et sociale. Les villes, petites et moyennes, qui entourent le moyen rural en sont des exemples. Les petites entreprises qui opèrent dans les zones plus lointaines et moins développées sont une partie intégrante du milieu rural et l'alternative la plus sérieuse à l'emploi agricole. La création et le soutien aux activités rurales constituent une première stratégie de survie et de développement intégré pour ces zones.

La construction d'alliances et de coopérations élargies, fondées sur une démarche de diversification économique, est nécessaire. Elle doit intégrer les trois secteurs de l'économie² en donnant priorité à la qualification de la population locale. Le développement local est un processus auquel les secteurs publics et privés travaillent collectivement de façon à créer de meilleures conditions pour la croissance économique et l'emploi (Considini, 2005; Swinburn *et al.*, 2004).

Le développement doit être conçu comme un processus de nature multidimensionnelle³, ayant comme préoccupation fondamentale l'amélioration des conditions de vie matérielle des populations ainsi que leur accès aux moyens qui garantissent leur qualité de vie (la santé, l'habitation, l'éducation, etc.) et favorise l'égalité et la protection de l'environnement.

Il ne peut y avoir développement sans éradication de la pauvreté. Cela étant, chaque territoire présente des caractères, des possibilités et des ressources très variés et il devient urgent d'acquérir une connaissance approfondie de chaque zone rurale.

Les différences entre régions en termes de niveau d'instruction et de spécialisation sectorielle expliquent en partie les disparités régionales observées (OCDE, 2005a).

Population résidente employée par secteur d'activité dans la commune (concelho) de Boticas en 2001 (%) :

Secteur tertiaire	– 37,6%
Secteur secondaire	– 32,3%
Secteur primaire	– 30,1%

Source: INE (2001)

² Les petites et moyennes entreprises indépendantes sont l'une des cibles de toute stratégie de développement endogène.

³ La notion de croissance, associée à la dimension quantitative qui s'exprime par la richesse matérielle (axe économique), est un phénomène unidimensionnel. Le développement ne se résume pas à la simple croissance. Le développement est un procédé essentiellement humain, associé à une dimension qualitative et qui s'exprime par le bien-être et la qualité de vie. Pour qu'il y ait développement, il faut des progrès économiques mais aussi des améliorations sociales et territoriales (Lopes, 1999).

Le secteur agricole occupe au cours du temps, une place importante dans l'activité de la main-d'œuvre de la commune de Boticas. Selon le recensement de la population de l'Institut National de Statistique (INE), en 1991, 58,7% de la population active exerce dans ce secteur, mais ce pourcentage descend à 30,1% en 2001. À cette date, le secteur tertiaire est déjà le principal employeur (37,6%). La diminution des actifs dans le secteur primaire est liée aux mouvements migratoires et à la croissance des services, surtout au siège de la commune.

Le déclin du secteur agricole est associé à une structure foncière très fragmentée et aux mécanismes de financement communautaires qui ont privilégié les exploitations de grande dimension, au détriment de la petite agriculture familiale. La main-d'œuvre familiale ne bénéficie pas d'un soutien à l'innovation tant en ce qui concerne les cultures que les processus productifs et cette absence se reflète dans le faible revenu de l'agrégat familial. La plupart des familles étudiées ne dépendent pas de l'agriculture même si cette activité contribue encore au budget de certaines familles.

La commune de Boticas comporte encore, en 2001, un taux d'analphabétisme⁴ de 24% de la population, très supérieur à la moyenne du Portugal (9%) et de la région Nord du pays (8,3%) (Recensement de la Population).

2. Profil socio-économique de l'émigrant revenu et sa (ré)insertion dans la commune de Boticas

TABLEAU 1 : ÂGE ACTUEL DES ÉMIGRÉS DE RETOUR

Groupe d'âges	Fréquence	% valide	% cumulée
< 30 ans	5	5,0	5,0
30-39 ans	9	9,0	14,0
40-49 ans	10	10,0	24,0
50-59 ans	41	41,0	65,0
> 60 ans	35	35,0	100,0
Total	100	100,0	

On constate que les enquêtés se répartissent majoritairement dans les deux derniers groupes, le groupe des 50 à 59 ans étant celui qui comporte le plus grand nombre d'enquêtés. La proportion d'individus ayant plus de 50 ans atteint 76%. Les enquêtés sont en majorité du sexe masculin (57%), mais la proportion de femmes est importante (43%).

Les émigrants présentent, dans leur ensemble, un faible niveau de scolarité : si 51,5% des enquêtés ont fini l'école primaire, 32,3% ne l'ont jamais fréquentée. Le reste de la population de notre échantillon se divise également (8,1%) en ce qui concerne l'achèvement du cours préparatoire et la fréquentation de l'école secondaire. Aucun membre de l'échantillon n'a fréquenté l'université.

Plus de la moitié des membres de l'échantillon (62,1%) exerçaient avant leur départ des emplois dans un cadre familial dans la commune de Boticas. 69,1% des enquêtés travaillaient dans l'agriculture, 17% dans les services domestiques et 7,4% dans la construction civile.

La grande majorité des enquêtés ne disposaient pas avant d'émigrer d'économies qui leur auraient permis d'investir dans une activité économique ou autre (62%), 7% des émigrants n'ont pas investi sans que l'on en connaisse la raison et 4% disposaient d'épargnes avant l'émigration mais ne les ont pas utilisées. L'absence d'investissement avant l'émigration a donc concerné 73% de l'échantillon.

⁴ Rapport entre la population âgée de 10 ans et plus qui ne sait ni lire ni écrire, et la population totale de cet âge.

Les émigrants qui ont investi leurs épargnes avant leur départ du Portugal (27%), l'ont fait de la façon suivante : achat ou construction de maison (9%) ; agriculture (8%) ; dépôt bancaire (4%) ; achat de voiture (3%) ; agriculture et éducation des enfants (1%) ; agriculture et achat de télévision et d'appareils électroménagers (1%) ; et, finalement, agriculture, achat ou construction de maison et dépôt bancaire (1%).

TABLEAU 2 : NIVEAU DE VIE AVANT L'ÉMIGRATION

Pouvoir d'achat avant l'émigration	Nombre	% valide	% cumulée
Très mauvais	30	41,7	41,7
2	11	15,3	56,9
3	10	13,9	70,8
4	3	4,2	75,0
5	8	11,1	86,1
6	1	1,4	87,5
8	7	9,7	97,2
Excellent	2	2,8	100,0
Total	72	100,0	

41,7% du total des enquêtés ont répondu qu'ils avaient un très faible niveau de vie avant l'émigration. Il faut noter qu'environ 75% du pourcentage cumulé, qui représente plus de la moitié de la population, avait un niveau de vie très en dessous de la ligne du raisonnable, ce qui dans notre tableau correspond à un défaut de cinq points, et seulement 2,8% des enquêtés ont considéré avoir un excellent pouvoir d'achat.

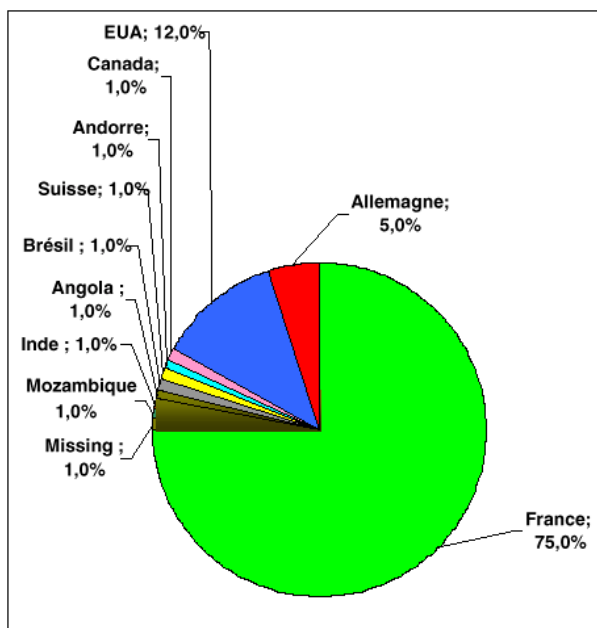
Avant d'émigrer, les enquêtés avaient une faible mobilité géographique : seulement 11,3% ont indiqué avoir déménagé. Les raisons de la mobilité sont essentiellement professionnelles.

Environ 75% des émigrants de la commune de Boticas ont émigré en France, 12% ont choisi les États Unis d'Amérique et environ 5% ont préféré l'Allemagne, soit 92% de l'échantillon. Les autres émigrants sont en proportion égale (1%) initialement partis au Canada, en Andorre, en Suisse, au Brésil, en Angola, en Inde et au Mozambique. Un des émigrants n'a pas répondu à la question.

Environ 33,3% des enquêtés, qui après avoir émigré, se sont dirigés vers un deuxième pays d'émigration, ont choisi les États Unis d'Amérique.

L'émigration vers le premier pays d'immigration s'est faite surtout dans les années 1960 et 1970 (78,6%), mais elle reste significative dans la décennie 80 (17,3%). La décennie 90 a vu se tarir l'émigration à partir de la commune de Boticas (4 individus, soit 4,1% des enquêtés ayant répondu à cette question).

FIGURE 1 : PREMIER PAYS D'IMMIGRATION



De la décennie 60 à la décennie 80 incluse, la plus forte proportion d'émigrants est partie en France (entre 76,5% et 77,8% des émigrants sortis du pays pour la première fois dans cette période). Dans la décennie 90, ils sont également répartis en Allemagne, en France, aux États Unis d'Amérique et en Andorre (25% pour chaque pays), mais, l'émigration n'a concerné qu'un nombre réduit d'habitants de Boticas (4 individus, soit 4,1% des émigrants ayant indiqué leur pays d'émigration).

On constate que l'Allemagne a été la destination de la première phase d'émigration des habitants de la municipalité de Boticas, surtout dans la décennie de 70 (80%), mais aussi pendant les années 90 (20%). La France a reçu les émigrants de Boticas essentiellement dans les années 60 et 70 (80,8% des émigrants partis en France comme premier pays d'émigration entre 1960 et 1999), mais elle a continué à les recevoir dans les années 80 (17,8%) et très faiblement dans la décennie 90 (1,4%). L'évolution vers les États Unis d'Amérique est la même qu'en France (83,3% entre 1960 et 1979 ; 8,3% dans la décennie 90).

Les autres pays ayant reçu peu d'émigrants de Boticas sont le Brésil et le Mozambique dans la décennie 60, l'Angola, dans les années 70, le Canada, la Suisse et l'Inde dans les années 80 et l'Andorre dans la décennie 90.

Quoique le nombre d'émigrants ayant quitté leur premier pays d'immigration pour un second soit réduit, on constate que ce choix a surtout été fait dans les décennies 70 et 90 (avec respectivement 3 et 2 individus). Dans les années 60, il n'y a eu qu'un seul cas et aucun dans la décennie 80.

Les périodes de réorientation vers un deuxième pays de destination sont les suivantes : dans les années 60 pour l'Angola ; dans la décennie 70 pour la Suisse et le Canada ; dans les années 70 et 90 pour les États Unis d'Amérique ; seulement dans les années 90 dans le cas de la France. Environ 92,4% des enquêtés ont émigré vers un deuxième pays de destination pour des raisons économiques (meilleures conditions d'emploi et de salaires) et 5,4% pour des raisons familiales.

En ce qui concerne le premier emploi dans le pays d'immigration, on constate qu'environ 28,9% travaillaient dans la construction civile, 26,8% dans les services domestiques et 19,6% dans l'agriculture. Le secteur des transports et des communications et aussi les industries textiles, du vêtement et de la chaussure et l'industrie hôtelière sont les branches d'activité où l'on enregistre le plus petit nombre de cas, peut-être parce que dans certains de ces domaines, l'absence de maîtrise de la langue est une entrave à l'exercice de certaines activités. L'industrie des transports (7,2%), le commerce (6,2%) et le jardinage (3,1%) ont pu compter aussi quelques émigrants de Boticas et 3,1% ont exercé leur activité dans d'autres branches d'activité.

Les secteurs d'activité sont sensiblement les mêmes dans le premier et le dernier emploi occupés dans le pays d'immigration. Il en est pratiquement de même dans le secteur de la construction civile alors qu'un petit tassement de pourcentage peut être constaté en ce qui concerne les services domestiques (environ 21,4% contre 26,8%). On peut en déduire que les émigrants de Boticas n'ont pas connu une mobilité professionnelle significative pendant l'immigration.

TABLEAU 3 : POUVOIR D'ACHAT DES ENQUÊTÉS PENDANT LA PÉRIODE D'ÉMIGRATION

Pouvoir d'achat et de vie	Fréquence	% valide	% cumulée
Très mauvais	4	5,6	5,6
2	3	4,2	9,7
3	5	6,9	16,7
4	4	5,6	22,2
5	18	25,0	47,2
6	7	9,7	56,9
7	11	15,3	72,2
8	10	13,9	86,1
9	3	4,2	90,3
Excellent	7	9,7	100,0
Total	72	100,0	

En analysant les questions relatives au pouvoir d'achat des émigrants, dans les pourcentages cumulés on peut constater que, comparativement à la majorité de la population, 72,2% ont un niveau de vie de 7, alors qu'avant d'émigrer, près de 75% avaient un niveau de vie en bas de l'échelle 4, ce qui signifie un très faible niveau de vie. Le nombre des personnes de l'échantillon n'ayant pas répondu à cette question est significatif (28).

3. Migrations, retour et citoyenneté locale – Le migrant, acteur de développement

La participation citoyenne est une condition du pluralisme et du développement local. Les populations sont des acteurs individuels et collectifs des processus de développement. Le développement local peut être un espace alternatif de valorisation des activités économiques non structurées : secteur informel et secteur de l'économie sociale et solidaire (Ramos, 2005b). Le développement local apparaît comme une stratégie de valorisation, de synergie, de proximité, de connaissance et d'apprentissage sociale. Le développement local est un espace de formation et de révélation de nouvelles formes d'entrepreneuriat (Steyaert et Katz, 2004).

Les organisations communautaires représentent au niveau local une voie pour valoriser au mieux l'émigration. Les associations introduisent une nouvelle conception du développement par la société civile. À travers elles, le migrant joue le rôle de médiateur pour faire accepter plus facilement de nouvelles idées.

Le degré de participation des enquêtés à des associations dans le pays d'immigration apparaît faible, notamment pour les associations politiques. La plupart des émigrants enquêtés ne faisaient partie d'aucune association dans le pays d'immigration (82%). Pour les autres, leur intérêt s'est porté sur les associations culturelles et autre type d'associations (respectivement 55,6% et 33,3% de ceux ayant participé à des associations). Cela est peut-être dû au fait que celles-ci sont liées à des communautés portugaises fortement représentées, surtout en France, pays d'émigration de la plupart des enquêtés de la commune de Boticas.

11,1% des émigrants qui affirment avoir appartenu à une association dans le pays d'immigration ont participé à des associations sportives et aucun à une association politique.

Il est très apparent que les émigrants n'ayant aucune scolarité participent peu aux associations quels que soient leurs types. La participation est surtout le fait de ceux qui ont terminé l'école primaire (77,8%) et elle se porte sur des associations culturelles dans le pays d'immigration.

22% des émigrés de retour sont actuellement membres d'une association locale, de manière prépondérante de type culturel (86,4%) et sportif (27,3%). Les associations sont essentiellement fréquentées par des individus de sexe masculin et âgés entre 50 à 59 ans (Ramos et Gonçalves, 2005). Nous constatons également l'engagement de l'émigré de retour dans la vie politique locale. Parmi les enquêtés, 16% sont ou ont été après leur retour, membres d'un organe du pouvoir local et 81,3% appartiennent ou ont appartenu à la « junta de freguesia » (*idem*).

4. Le retour dans la région de Boticas et son impact local

On constate que le retour des émigrants, bien qu'il soit un phénomène essentiellement européen, ne se réduit pas à cet espace géographique et économique. Environ 75% des enquêtés sont retournés de France, 12% des États-Unis d'Amérique, 5% d'Allemagne et les 8% restant, du Canada, d'Andorre, de Suisse, du Brésil, d'Angola, d'Inde et du Mozambique.

Les plus forts taux de retour ont été enregistrés de 1975 à 1985 (40% des émigrants), puis dans la période 1986-1996 (32%). Entre 1997 et 2003, ce taux baisse à 19% alors qu'avant 1975 il était seulement de 5%. Quelques enquêtés (4%) ne citent pas la date à laquelle ils sont arrivés. La crise du pétrole, ayant affecté les pays de destination principalement à partir de 1974, pourrait avoir influencé ces comportements car les gouvernements ont commencé à prendre des mesures restreignant l'immigration et à inciter au retour les immigrés déjà implantés⁵. Il en est ainsi de la politique de retour instaurée en France à la fin des années 70. La turbulence économique des années 1970, associée aux transformations sociopolitiques survenues après l'instauration du régime démocratique au Portugal, auxquelles il faut ajouter la diminution de l'émigration vers l'Europe du nord-ouest, a coïncidé avec le développement des mouvements de retour au Portugal des portugais émigrés en Europe (Amaro, 1985; Ramos, 1990, 2005a).

Un mouvement de retour des émigrés portugais s'est amorcé durant la décennie 80 et se poursuit dans les années 90, surtout des pays de l'UE, principalement de la France et de l'Allemagne (la crise de l'emploi dans ce dernier pays a produit des retours significatifs au Portugal depuis 1995). Ces dernières années, les crises économiques et sociales au Venezuela et en Afrique du Sud sont responsables du retour au Portugal des émigrés transocéaniques. La migration intra-européenne se distingue de l'émigration transocéanique par le retour au Portugal qui est plus élevé sur le continent européen où se développent des logiques de double résidence et d'allers-retours (Ramos, 2003).

⁵ Cf. Ramos (1990), chap. XIII « Contribution à l'économie de la réinsertion des émigrés portugais dans leur pays d'origine », pp. 861-979.

Environ 44,1% des émigrés enquêtés de la commune de Boticas sont restés entre 10 à 20 ans dans le pays d'immigration. Or, comme le montre la littérature (cf. par ex. Santos, 2005), le comportement économique des immigrés peut dépendre de la durée, imposée ou souhaitée, de leur séjour.

TABLEAU 4 : MOTIVATIONS POUR LE RETOUR DES ENQUÊTÉS

Raisons du retour	Fréquence	% valide	% cumulée
Situation économique stable	5	5,7	5,7
Retraite	10	11,5	17,2
Pour aider les parents et les beaux-parents	18	20,7	37,9
Pour aider l'enfant mineur	7	8	46
Amour à la terre d'origine	10	11,5	57,5
Difficulté à trouver du travail dans le pays d'immigration	9	10,3	67,8
Ne compensait pas vivre actuellement en France	4	4,6	72,4
Inadaptation au pays d'immigration	2	2,3	74,7
Se marier	2	2,3	77
Poursuivre les affaires	5	5,7	82,8
Vivre des revenus	6	6,9	89,7
Pour des raisons de santé	4	4,6	94,3
Garantir l'unité familiale	3	3,4	97,7
Raisons politiques/indépendance	2	2,3	100
Total	87	100	

20,7% des enquêtés sont revenus au Portugal pour aider des parents et beaux-parents. On constate une forte liaison entre le retour, et non seulement la famille, comme nous l'avons déjà indiqué, mais aussi l'attachement au pays natal et la retraite (les deux pour environ 11,5% des enquêtés). Si nous regroupons les données, nous constatons que les causes du retour sont : des raisons familiales (34,5% des émigrants) ; des motifs d'ordre économique (33,3%) ; la retraite (11,5%) ; le retour aux racines (11,5%) ; des raisons de santé (4,6%) ; des raisons politiques ou d'indépendance (seulement 2,3%). Des motifs familiaux sont présents dans presque tous les cas.

Quant à l'avenir des enfants de ces émigrés enquêtés, les réponses sont les suivantes : 49,4% sont restés dans le pays d'immigration et 50,6% ont décidé de rentrer au Portugal. Parmi les 87,5% qui ne sont pas retournés au Portugal, ils justifient ce choix par de meilleures conditions de vie dans le pays d'immigration : 37,5% à cause des salaires plus élevés et seulement 5% à cause des études.

97% des enquêtés sont revenus dans la « freguesia » d'origine dans la commune de Boticas, seulement 3% revenant dans une autre « freguesia » de la même municipalité. La stratégie de retour aux « origines » permet aussi d'obtenir un plus grand soutien des proches, y compris sur les plans relationnel, culturel et affectif.

Pour la plupart des enquêtés, la plus grande difficulté de réinsertion dans la commune de Boticas résulte du manque d'emploi. Cette réponse émane essentiellement des nombreux enquêtés ayant des enfants qui étudient encore et dont ils se préoccupent de l'avenir. L'observation de la situation actuelle des enfants des émigrés rentrés au Portugal montre que 70,3% étudient, 51,4% travaillent et 16,2% ne travaillent ni n'étudient. La deuxième difficulté indiquée est l'insuffisance de l'encadrement médical, et cela s'explique fondamentalement par deux raisons : premièrement, il s'agit d'une population de plus de 50 ans, le groupe de ceux ayant plus de 60 ans étant même prédominant ; deuxièmement, la région manque réellement de personnel de santé qualifié.

71% des émigrants réimplantés n'ont pas visité le pays d'immigration à l'inverse des 29% restant. 82,8% des enquêtés ont affirmé s'être rendu dans le pays d'immigration après leur retour définitif au Portugal, surtout pour des raisons familiales et 10,3% à cause de la retraite. Les enquêtés qui se sont rendus dans le pays d'immigration pour des motifs familiaux, l'ont fait avec une certaine régularité: 95,5% y sont retournés deux ou plusieurs fois par an. Les enquêtés qui ont indiqué se rendre dans le pays d'immigration à cause de la retraite, ont fait le voyage plus fréquemment que ceux qui y sont revenus pour des motifs familiaux (33,3% des enquêtés visitent le pays d'immigration au minimum deux fois par an). La révolution des transports, notamment aériens, permet des allers-retours fréquents entre les pays d'accueil européens et le Portugal. Le phénomène est particulièrement visible chez les retraités qui passent une partie de l'année au Portugal et une autre en France, où leurs descendants continuent à vivre.

5. Intégration socioprofessionnelle des émigrés après leur retour

Parmi les enquêtés rentrés, 26,2% des femmes sont au foyer et 32,1% des hommes sont retraités.

45,7% des enquêtés travaillent actuellement dans l'agriculture, 16% dans les services domestiques, 11,1% dans la construction civile, 9,9% dans le commerce et 13,6% dans un autre secteur d'activité (8 dans la serrurerie et un comme garde forestier, non-réponse pour les autres). Il peut apparaître contradictoire qu'un pourcentage si élevé soit employé dans les travaux agricoles alors qu'il s'agit d'une population vieillie. Cependant cette répartition reflète l'attachement à leur activité antérieure à l'émigration (cas de l'agriculture), la volonté de rester dans la même branche que dans le pays d'immigration (cas des services domestiques et de la construction civile) ou encore la tendance à s'insérer dans un secteur offrant une certaine mobilité sociale (cas du commerce).

Les études démontrent que dans les zones rurales, l'agriculture figure comme une activité complémentaire en matière de rendements pour les émigrés revenus au Portugal. De cette façon, ces personnes qui bien souvent exploitent leurs terres du fait de leur attachement au monde rural mais aussi pour satisfaire leur consommation en produits agricoles, participent à la fixation de la population rurale, à la diversification des activités économiques et sociales et à la préservation du paysage culturel et naturel.

30,1% des enquêtés ont affirmé posséder un pouvoir d'achat moyen après leur retour. Comparativement au niveau de vie avant l'émigration on constate une amélioration substantielle. Cependant, après le retour des émigrants, il n'y a presque pas d'altération du pouvoir d'achat et du niveau de vie en général.

TABLEAU 5 : NIVEAU DE VIE D'ICI À CINQ ANS

Pouvoir d'achat des émigrés rentrés au Portugal d'ici à cinq ans	Fréquence	% valide	% cumulée
Très mauvais	2	3,4	3,4
2	5	8,6	12,1
3	2	3,4	15,5
4	8	13,8	29,3
5	14	24,1	53,4
6	6	10,3	63,8
7	4	6,9	70,7
8	13	22,4	93,1
9	2	3,4	96,6
Excellent	2	3,4	100,0
Total	58	100,0	

Selon l'opinion des enquêtés, d'ici à cinq ans leur niveau de vie et leur pouvoir d'achat seront les mêmes qu'actuellement, c'est-à-dire, dans une situation moyenne avec une tendance à augmenter puisque 22,4% des enquêtés ont fixé le seuil au niveau 8 de notre tableau.

Après leur retour, les enquêtés ont montré une visible activité en matière d'investissement, puisque l'on constate que 45,5% ont investi pour l'achat ou la construction de leur maison, 33,3% ont fait des dépôts bancaires et 30,3% ont contribué à l'éducation des enfants.

À l'avenir, le dépôt à la banque semble être la destination des économies pour 25,6% des enquêtés. Mais, pour 23,3% il n'y aura pas lieu à des économies.

Les enquêtés ayant, après leur retour, investi leurs économies dans l'achat ou la construction de leur maison, les grandes innovations introduites par ces émigrants dans la « freguesia » de résidence sont essentiellement en rapport avec la maison. Mais, au-delà du logement, comme consommateurs, ils stimulent aussi d'autres innovations, notamment en ce qui concerne les habitudes alimentaires et vestimentaires, et aussi les relations personnelles. Il faut signaler que les transferts de fonds des émigrés constituent une source de revenus pour les familles restées dans les régions défavorisées d'où ils sont originaires et peuvent jouer un rôle non négligeable dans le développement des pays d'origine, notamment sur le plan local et régional (Straubhaar, Vãdean, 2005). Le constat est effectivement celui d'une faible utilisation directe des transferts migratoires vers l'investissement.

En relation avec leur secteur d'activité avant l'émigration, les enquêtés ont principalement introduit des équipements nouveaux dans l'agriculture (47,6%), puis de nouveaux modes de production (28,6%) et de nouvelles méthodes de travail (26,2%).

Pour 80% des enquêtés, les possibilités d'investir leurs économies dans l'agriculture, l'industrie, le commerce ou d'autres secteurs apparaissent raisonnables tandis que pour 20%, elles n'existent pas.

58,3% des enquêtés affirment ne pas vouloir investir leurs économies à cause de leur âge avancé.

Pour 50% des enquêtés, les perspectives de développement de la « freguesia » de résidence sont faibles, pour 33%, elles sont moyennes et pour 16% totalement absentes.

Pour 51,7% l'assistance médicale est le type d'aides dont ils aimeraient le plus bénéficier - ce qui atteste la fragilité de notre système de santé -, devant les subventions, avec 43,8%.

En ce qui concerne les soutiens que les émigrants souhaitent, les préférences des enquêtés portent, curieusement, sur l'agriculture et de nécessaires améliorations : près de 24% des enquêtés réclament un meilleur écoulement des produits agricoles et 23% des mesures en faveur de la parcellisation des terrains agricoles.

En ce qui concerne les industries à implanter dans la commune de Boticas, selon 14 enquêtés, soit 29,2% du total des réponses obtenues pour cette question, il s'agit de l'industrie du bois. L'industrie textile apparaît en deuxième position, avec 22,9%, et l'activité hôtelière en troisième, avec 18,8%.

La possibilité de trouver un emploi dans la région est la préoccupation dominante des enquêtés. L'amélioration des accès routiers occupe la deuxième place.

21,1% des enquêtés ont indiqué que les facilités bancaires donneraient une nouvelle impulsion à la situation économique des habitants de la commune de Boticas.

6. Conclusions et propositions - Le développement local comme stratégie d'inclusion

Les « Barrosões » ont participé à la diaspora portugaise en se fixant dans diverses localités à travers le monde entier, fuyant la misère et cherchant de meilleures conditions de vie, dans des environnements socio-économiques nouveaux et plus prometteurs.

Le grand flux migratoire s'est traduit par le dépeuplement et l'abandon des cultures, ce qui a provoqué un fort recul des perspectives de croissance et de développement de la région. Si les émigrants ont envoyé leurs épargnes au Portugal (ces transferts de fonds encore importants représentent environ 2% du PIB portugais en 2004 – Banque du Portugal), ces dépôts bancaires ont constitué une liquidité bancaire drainée essentiellement pour les régions plus développées du pays et un facteur d'équilibre de la balance des paiements⁶. Les marques territoriales de la diaspora sont la construction de leur maison et quelques terrains ; « Les villageois qui sont partis en Europe n'avaient pas tellement de projets de grandes innovations ; ils organisaient leur vie en fonction d'un retour au lieu d'origine où ils investissaient leurs économies dans la construction d'une maison et l'achat de terrains, valeur sur laquelle se base le prestige de la société rurale » (Gonçalves, 1987 : 297).

Le retour définitif des émigrants dans la commune de Boticas, encore peu perceptible et limité essentiellement à la première génération, comporte un impact certain au niveau de la consommation. Cependant, on ne décèle pas chez l'émigrant revenu, un réel esprit d'entreprise, la capacité de risquer et d'innover, et cette situation n'est pas propice au développement local. Il faut remarquer que les activités productives non agricoles sont sous-représentées parmi les entrepreneurs qui sont revenus au Portugal. Ceci indique une certaine crainte de prendre des risques même s'il y a de bons exemples d'investissement dans des secteurs comme celui de la restauration et du commerce. Dans la plupart des cas il n'existe pas de stratégie prédéfinie quant au type d'activité où ces ex-émigrés investissent et le manque d'information sur les opportunités alternatives constitue un des obstacles lors de la fondation des entreprises. D'où la nécessité de créer des agences d'accueil pour palier à ces problèmes et ainsi soutenir ces investisseurs dans leurs démarches.

« (...) l'on ne peut parler de retour massif sans que le contexte social et économique étant à l'origine de l'exode de tant d'hommes et de familles, n'ait été changé par des réformes de structures concernant l'emploi, le logement, l'éducation, la santé » (Ramos, 1990 : 876).

Le retour n'étant pas un mythe, il pourra contribuer au rééquilibre démographique de la région et conjointement avec son impact sur la consommation/investissement constituera, par lui-même, un facteur potentiel de développement.

Il est nécessaire et urgent de définir une politique efficace de retour, qui permette d'insérer et d'intégrer l'émigrant revenu dans l'économie locale et d'adopter dans la commune des mécanismes qui répondent aux sollicitations des émigrants dispersés dans la diaspora. Il faut créer des conditions économiquement propices à la canalisation de l'investissement de la population, autochtone ou non, désireuse de profiter des ressources que la région possède indéniablement. Il est nécessaire que l'espace rural étudié soit reconnu multifonctionnel par l'identification et la valorisation de son potentiel endogène. Les émigrés peuvent jouer un rôle en tant qu'acteurs de développement et de partenariat, par l'apport de leur capital humain, financier et social, les flux financiers, leurs implications dans les diasporas et les réseaux sociaux et leurs contributions aux échanges entre les cultures, notamment quant aux valeurs.

« (...) la prise en compte des potentialités du retour et la réussite de la réintégration dépend du succès des politiques, nationales et régionales, du développement socio-économique des pays de l'émigration » (Ramos, 1990 : 875). Outre la dynamique démographique et le

⁶ Cf. Ramos (1990), chap. XIV « Les fonds transférés par les migrants au Portugal et le développement », pp. 980-1041.

marché du travail de chaque région, le niveau de qualification de la force de travail, les caractéristiques des entreprises, le profil de spécialisation productive et la dotation d'infrastructures, jouent un rôle prédominant dans l'évolution économique régionale et dans le niveau de vie de ses habitants.

On a besoin de politiques et d'interventions territorialisées qui partent de l'étude et de la compréhension de ce territoire et qui pensent son développement de façon globale et intégrée. Le développement local est un problème de consolidation territoriale et de coordination entre les différents acteurs, qui interpelle les contextes institutionnels locaux.

Comme stratégie de développement local, nous définissons comme objectifs prioritaires :

- Améliorer les conditions de vie de la population locale ;
- Promouvoir la formation et l'emploi ;
- Renforcer le système productif local ;
- Accroître et diversifier la production ;
- Améliorer le fonctionnement des structures locales.

Il est urgent d'implémenter/exécuter, d'accompagner et d'évaluer, un projet multisectoriel qui établisse l'équilibre entre développement et préservation de l'environnement en fixant la population.

BIBLIOGRAPHIE

- ADAMS, W. A. (1995) « Green development theory : Environmentalism and sustainable development », In J. Crush, Editor, *Power of development*, Routledge, London.
- AMARO, R. R. (1985) « Reestruturas demográficas, económicas e socioculturais em curso na sociedade portuguesa: o caso dos emigrantes regressados », *Análise Social*, XXI, n° 87-88-89, pp. 605-677.
- ARMSTRONG, H. ; TAYLOR, J. (1985) *Regional Economics and Policy*, Philip Allan Publishers, Oxford.
- BEBBINGTON, J. (2001) « Sustainable development ». *A review of the international development, business and accounting literature*, Accounting Forum 25 (2), pp. 128-157.
- BENKO, G. (2001) « Développement durable et systèmes productifs locaux » in *Réseaux d'entreprises. Regards sur les systèmes productifs locaux*, Paris, Datar - La Documentation Française.
- BENKO, G. ; LIPIETZ, A. (1994) *As regiões ganhadoras. Distritos e redes : os novos paradigmas da geografia económica*, Oeiras, Celta Editora.
- COOKE, P. ; MORGAN, K. (2000) *The associational economy : regions and innovation*, Oxford University Press, Oxford.
- COVAS, A. (2003) *Ajustamento, diversidade e desenvolvimento*, Lisboa, Direcção Geral do Desenvolvimento Rural, colecção de estudos e análises.
- CHARBIT, Y ; HILY, M. A ; POINARD, M. (1997) *Le va- et- vient identitaire. Migrants portugais et villages d'origine*, Paris, INED/PUF.
- CONSIDINI, M. (2005) « Partnerships, relationships and networks : understanding local collaboration strategies in different countries » in *OECD Local governance and the drivers of growth*, Paris, OECD.

- DOLOREUX, D. (2004) « Regional innovation systems in Canada : a comparative study », *Regional Studies*, 38(5), pp. 479-492.
- DUBRESSON, A. ; FAURÉ, Y.-A. (2005) « Décentralisation et développement local : un lien à repenser », *Revue Tiers Monde*, t. XLVI, n° 181, janvier-mars, pp. 7-20.
- FIGUEIREDO, A. M. (2002) « As políticas e o planeamento do desenvolvimento regional », Costa, J. Silva (Coord.) *Compêndio de Economia Regional*, Coleção APDR, Coimbra, pp. 477-506.
- GREFFE, X. (2002) *Le développement local*, Paris, Ed. de L'Aube- DATAR.
- GREFFE, X. (2005) « The instruments of good governance », in *OECD Local governance and drives of growth*, Paris, OECD.
- GONÇALVES, A. C. (1987) « Enracinement et Mobilité. Perspectives de Maîtrise de L'Espace Social Rural », Separata das Actas do simpósio Internacional *La Sociologie et les nouveaux défis de la modernisation*, Porto, Secção de Sociologia da Faculdade de Letras da Universidade do Porto, pp. 295-302.
- GONÇALVES, M. O. BARROS (2003) *Emigração, Retorno e Desenvolvimento Sustentável no Barroso*, Dissertação de Mestrado em Relações Interculturais, Porto, Universidade Aberta.
- GUILMOTO, Ch. Z. ; SANDRON, F. (2003) *Migration et Développement*, Notes et Études Documentaires, n° 5172, Paris, La Documentation Française.
- HATTON, T. ; WILLIAMSON, J. G. (2002) *What Fundamentals Drive World Migration ?*, CEPR DP 3559, London.
- LOPES, A. SIMÕES (1999) « Emprego e Desenvolvimento Regional – um ponto de situação da problemática do desenvolvimento », *Regiões e Cidades na União Europeia. Que futuro ?*, Actas do VI Encontro Nacional da APDR, vol. 2, Coimbra, APDR, pp. 53-57.
- LOPES, R. (2001) *Competitividade, Inovação e território*, Oeiras, Celta.
- MEDEIROS, J. (1996) « Das estratégias de desenvolvimento para o meio rural, às iniciativas locais : algumas experiências na região centro », *Dinamismos sócio-económicos e (re)organização territorial : processos de urbanização e de reestruturação produtiva*. Instituto de Estudos Geográficos, Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra, Coimbra.
- MELO, J. P. BARBOSA (2002) « A problemática e as políticas de desenvolvimento local », Costa, J. Silva (Coord.) *Compêndio de Economia Regional*, Coleção APDR, Coimbra, pp. 515-521.
- MORGAN, K. (2004) « The exaggerated death of geography : learning, proximity and territorial innovation systems », *Journal of Economic Geography*, 4(1), pp. 3-21.
- NEARY, P. (2001) « Of hype and hyperbolas : introducing the new economic geography », *Journal of Economic Literature*, 39(2), pp. 536-561.
- OCDE (2005a) « Les disparités régionales d'emploi sont-elles persistantes ? Le rôle de la mobilité géographique », in *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Paris, OCDE, pp. 83-139.
- OECD (2005b) *Local governance and the drivers of growth*, Paris, OECD.
- PECQUEUR, B. ; ZIMMERMANN, J. B. (coord.) (2004) *Économie de proximité*, Paris, Hermès-Lavoisier.
- PECQUEUR, B. (2000) *Le développement local*, Paris, Alternatives Économiques-Syros.
- RAMOS, M. C. PEREIRA (1990) *Marchés du travail et migrations internationales : croissance, crise et marché unique. Cas du Portugal et de la France*, Thèse pour le Doctorat en Science Économique, Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne.

- RAMOS, M. C. PEREIRA (2003) « Le Portugal, pays relais de la migration en Europe » in Mouhoud, E. M. ; Oudinet, J. (dir.) *Les dynamiques migratoires dans l'Union européenne: ajustements sur le marché du travail et comparaison Europe-États-Unis*, Convention CEPN-MIRE, Paris, Ministère de l'Emploi et des Affaires Sociales, chap. V, pp. 193-313.
- RAMOS, M. C. PEREIRA (2004) « Nouvelles dynamiques migratoires au Portugal et processus d'intégration », *Revue Française des affaires sociales*, n° 2, avril-juin, pp. 111-144.
- RAMOS, M. C. PEREIRA (2005a) « Immigration in the portuguese demography and some impacts of emigration and return », in Dienel Ch. (Hrsg) *Abwanderung geburtenrückgang und regionale entwicklung*, Wiesbaden, VS VERLAG, pp. 305-323.
- RAMOS, M. C. PEREIRA (2005b) « Economia social, inclusão e responsabilidade social empresarial », *Revista Investigação e Debate em Serviço Social*, n° 15, n° especial, pp. 133-175.
- RAMOS, M. C. P. ; GONÇALVES, M. O. BARROS (2005) « Espaços de cidadania – do local ao global. Contributos para a educação », in Lemos, E. Sande (org.) *Ensinar Geografia na Sociedade do Conhecimento*, Lisboa, Associação de Professores de Geografia, pp. 267-276.
- SANTOS, D. (2002) « Teorias de inovação de base territorial », Costa, J. Silva (Coord.) *Compêndio de Economia Regional*, Coleção APDR, Coimbra, pp. 285-313.
- SANTOS, M. DOMINGUES DOS (2005) « Travailleurs magrébins et portugais en France – Le poids de l'origine », *Revue économique*, vol. 56, n° 2, mars, pp. 447-464.
- SILVA, M. et al. (1984) *Retorno, Emigração e Desenvolvimento Regional em Portugal*, Lisbonne, IED.
- STEYAERT, C. ; KATZ, J. (2004) « Reclaiming the space of entrepreneurship in society: geographical, discursive and social dimensions », *Entrepreneurship & Regional Development*, vol. 16, mai.
- STRAUBHAAR, Th. ; VÂDEAN, F. P. (2005) « Les transferts de fonds internationaux des émigrés et leur rôle dans le développement », in OCDE, *Migrations, transferts de fonds et développement*, Paris, OCDE, pp. 13-40.
- SWINBURN, G. ; GOCA, S. ; MURPHY, F. (2004) *Local economic development : a primer developing an implementing local economic development strategies and action plans*, The World Bank.
- TOWNSEND, P. (1979) *Poverty in the United Kingdom*, Harmondsworth, Penguin Books.